

Toulouse 1982, un acte de naissance des recherches féministes

JACQUELINE MARTIN

MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN ÉCONOMIE SOCIALE, À LA RETRAITE¹,
DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE, MEMBRE DU CERTOP / UMR 5044 CNRS

La seconde moitié du xx^e siècle a été marqué par le renouvellement de la place faite aux femmes dans tous les champs de la société. De la conquête du droit de vote (1946) aux profondes mutations des années soixante et soixante-dix, il s'agissait de cesser d'être « le deuxième sexe ». Pour cela, il fallait que la « question féminine » soit posée à tous les niveaux : le droit, les représentations, l'économie, la politique, la famille. Le monde anglo-saxon comprit très tôt que ces champs devaient être pensés ensemble par les sciences sociales. En France, cette prise de conscience fut plus tardive. Mais elle fut toulousaine.

Du 17 au 19 décembre 1982 à l'université de Toulouse II-Le Mirail se déroule la première manifestation scientifique de grande ampleur dont l'objectif affirmé par les organisatrices est la visibilité et la reconnaissance d'un vaste champ de recherches interdisciplinaires en plein essor, nommé alors les « études féministes ». Dans son message d'ouverture, Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, exprime sans ambiguïté l'enjeu de ce colloque national *Femmes, féminisme et recherches* : « C'est la première fois que les études féministes sont reconnues officiellement en France et que le regard particulier que les analystes féministes peuvent porter sur le monde qui nous entoure et dans lequel nous vivons, trouve sa légitimité². »

Plus de 800 chercheuses (750 inscriptions) et militantes d'associations (1 ou 2 hommes seulement!) sont venues participer au bilan devenu indispensable d'une décennie de travaux, publications de revues et d'ouvrages, sur des thématiques et des problématiques innovantes, issus du mouvement social et du CNRS ou des premiers centres de recherches universitaires plus ou moins formels³. Ces derniers se mobilisent dès l'automne 1981, alors que se préparent les assises régionale et nationale en vue du colloque national sur la recherche et la technologie prévu du 13 au 16 janvier 1982 et voulu par le gouvernement Mauroy. Présent à l'ouverture du colloque national, l'anthropologue

Maurice Godelier, nouveau directeur du département des sciences de l'homme et de la société du CNRS, dit accepter les premières critiques sur le nouvel intitulé de son département, antérieurement dénommé « sciences humaines et sociales », tout en s'interrogeant : « *Comment briser les schèmes du pouvoir qui sont inscrits dans les mots, le langage ?*⁴ ». Michèle Kail, spécialiste des sciences du langage en poste au CNRS, rappelle dans les documents préparatoires du colloque toulousain qu'il n'était « *fait mention ni du mouvement social des femmes, ni de nous-mêmes en tant qu'acteurs scientifiques. Dans le même temps où tous les discours étaient ponctués de prise en compte de la demande sociale, du nouvel essor des sciences humaines et sociales, de l'interdisciplinarité, de recherche finalisée par les besoins sociaux, pas un mot nous concernant. Nous n'étions pas prévues dans cette grande confrontation qui a constitué la plus large consultation de scientifiques jamais réalisée en France*⁵. »

Vers le colloque de Toulouse

Les divers groupes de recherches féministes à Paris et en province ont décidé d'intervenir lors des assises régionales, dans les grandes villes universitaires et aussi dans les nombreuses commissions « *souvent devant des auditoires majoritairement masculins et parfois plutôt hostiles*⁶ ». Un collectif parisien multiplie les démarches auprès du ministère de la Recherche, obtient la tenue d'un atelier spécifique dès le 12 janvier dans les locaux du ministère qui rassemble plus de 200 personnes de toutes disciplines, venues de toute la France. Il s'agissait de faire la preuve de la légitimité de ce nouveau champ de recherche et d'obtenir l'organisation et les moyens de son développement. Les spécificités des recherches féministes sont alors présentées : l'interaction entre recherche et mouvement social des femmes bousculant les frontières disciplinaires, l'émergence de thématiques comme le travail domestique, le patriarcat, la production sexuée des connaissances, la division sexuelle du travail, de nouvelles approches et problématiques sur la domination, la construction sociale de la distinction des sexes, la famille, la socialisation, les rapports entre reproduction biologique et reproduction sociale... mais aussi l'urgence d'organiser des réseaux d'échanges et de documentation, une communauté scientifique reconnue et dotée de moyens humains et financiers. « *Constituer une communauté de recherche est pour les femmes une nécessité politique autant que scientifique : une science nouvelle est reconnue lorsqu'elle prend une existence publique*⁷ », affirme Annick Jaulin, en poste à l'université Toulouse II-Le Mirail et membre du GRIEF (Groupe de recherche interdisciplinaire d'études des femmes).



Dans l'immédiat, les chercheuses féministes s'organisent. L'Association femmes, féminisme et recherches (AFFER), présidée par Annick Jaulin, se constitue dans la perspective du colloque de décembre 1982. Entre avril et octobre 1982, un conseil d'administration d'une vingtaine de membres représentant les divers groupes de recherches se réunit tous les mois dans les différentes régions et choisit Toulouse pour rompre avec l'excessive centralisation parisienne à laquelle les recherches sur les femmes n'échappent pas. Le GRIEF est désigné et accepte d'assurer le secrétariat national et l'organisation matérielle du colloque.

Les journées préparatoires décentralisées ont élargi les contacts et révélé la diversité des démarches et des thématiques, des conditions de recherche souvent difficiles (dans et hors institution). Un premier rapport de 200 pages est remis à Maurice Godelier, ainsi qu'une synthèse rédigée par Michelle Perrot dont on débattera le dernier jour du colloque. Dans ce texte figure également le souci d'articuler recherches et enseignements, par la création de postes d'enseignants-chercheurs pour développer les unités de valeur (UV) qui commencent à voir le jour dans quelques universités sur l'histoire des femmes ou sur le travail féminin⁸.

De l'invisibilité à la visibilité des recherches féministes, le colloque toulousain est donc l'aboutissement d'une mobilisation importante mais aussi le résultat de la définition par les chercheuses elles-mêmes de propositions pour le développement de ce nouveau champ de recherches. Elles souhaitent conserver la relation privilégiée militantisme/recherche, travailler dans l'institution et hors institution, et éviter de créer un

domaine à part, où les femmes auraient leurs sciences, les ghettos disciplinaires ou les départements spécialisés sur le modèle américain des « women's studies ».

Militantisme et nouveaux savoirs

Pendant 3 jours, pas moins de 140 communications sont présentées par 170 intervenantes et réparties dans 21 ateliers thématiques. Juste avant les congés de Noël, le campus du Mirail se met à bruisser des déplacements de 800 femmes qui débattent, comparent, réfléchissent tout haut et préparent des synthèses et des propositions pour le ministère de la Recherche. Les actes du colloque de 1 085 pages et son sommaire montrent le lien entre les revendications des femmes depuis 1970 et les thématiques développées

par des groupes de réflexion informels, ou constitués dans les universités et le CNRS⁹.

L'atelier « Production/Reproduction »¹⁰ (17 communications et plus de 80 participantes, en majorité sociologues ou économistes, toutes soucieuses d'analyse historique) débat de la place des femmes entre famille, travail domestique, maternité et activité professionnelle, marché du travail et système économique. Ce thème est en prise directe avec le vécu des femmes dans les années soixante-dix. C'est dans cet atelier qu'est annoncée la constitution d'un groupe de recherche au CNRS autour de Danièle Kergoat sur la division sociale et sexuelle du travail (GEDISST).

Deux ateliers sur l'histoire des femmes, du féminisme, des luttes des ouvrières regroupent 18 communications

Sylvie Chaperon

En 1982, au moment où se tient à Toulouse le colloque *Femmes, féminisme et recherches*, Sylvie Chaperon n'est encore qu'une jeune étudiante en histoire à la Sorbonne. Trente ans plus tard, elle organise avec plusieurs de ses collègues une rencontre pour commémorer ces journées qui ont fait émerger un nouveau continent des sciences sociales et historiques. Sylvie Chaperon ne sait pas expliquer comment elle en est arrivée à s'intéresser à l'histoire des femmes à une époque où l'université ne proposait aucun enseignement spécifique et où bien peu d'équipes académiques exploraient le sujet. Il fallait alors, dit-elle, « se donner beaucoup de mal pour réunir de la documentation ». Ses efforts sont récompensés puisque sa thèse, dirigée par Michelle Perrot, sur l'histoire des mouvements de femmes depuis la Seconde Guerre mondiale, est éditée en 2000 sous le titre *Les années Beauvoir*. La même année Sylvie Chaperon est nommée à l'université Toulouse II-Le Mirail maître de conférences et en 2012 professeur en « histoire contemporaine du genre ». Un intitulé qui sonne pour elle comme « une victoire » : « *les questions liées au genre forment actuellement un terrain de recherche extrêmement florissant mais qui reste relativement peu valorisé par l'institution. L'université toulousaine est depuis longtemps novatrice dans un domaine qui intéresse de nombreux champs disciplinaires, de la sociologie au droit, de l'histoire à la philosophie, de la médecine à l'anthropologie.* »

De fait, le colloque de 2012 ne peut prétendre dresser un état des lieux de la recherche française comme l'avait fait celui de 1982.

Mais il rend hommage aux personnalités qui lui avaient apporté leur contribution : Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme de 1981 à 1986, sera présente ainsi que Maurice Godelier, Geneviève Fraisse et Françoise Picq. De nombreux ateliers et tables rondes mettront également en lumière les champs de recherche en essor, de l'histoire du corps et de la sexualité à la place des questions de genre dans les médias, l'édition, les politiques de développement ou l'éducation.

D. C.



© PHOTOGRAPHIE DIDIER TAILLEFER

••• En savoir plus

Femmes, féminisme et recherches, trente ans après, les 14 et 15 décembre, université Toulouse II-Le Mirail (31).
<http://w3.msh.univ-ylse2.fr/arpege>

qui feront l'objet de nombreuses publications avant 1982, puis du colloque de 1989 *Les femmes et la Révolution française* (actes en 3 tomes édités aux PUM, sous la direction de Marie-France Brive), sans oublier la publication, en 1991, des 5 volumes *Histoire des femmes* sous la direction de Michelle Perrot et Georges Duby.

Le langage, l'écriture, l'art, la création, la philosophie, les techniques, la psychanalyse, le corps, la santé, la folie, tous ces thèmes attestent de la volonté des chercheuses de réinterroger l'ensemble des structures sociales.

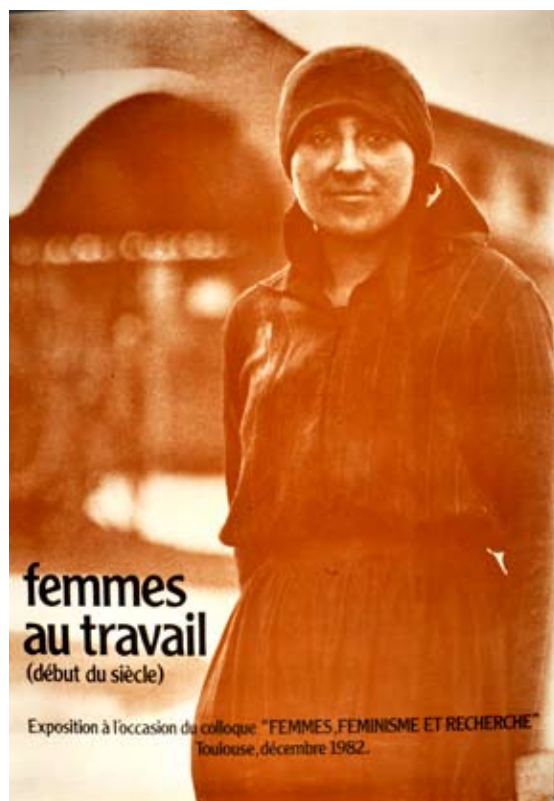
Enfin, les ateliers : « critique féministe des sciences », « problématique de la différence des sexes », « pour une approche féministe du droit et de l'histoire » ou encore « épistémologie des formalismes », avec 19 communications, montrent la préoccupation prioritaire du colloque, celle de la déconstruction/reconstruction des savoirs à partir de l'analyse féministe, c'est-à-dire à partir des racines culturelles du sexisme, qui posent comme « évidente et normale » une différence fondamentale entre les sexes, où le sexe féminin est inférieur.

En 1982, si les thèmes de la contraception et de l'avortement sont intégrés aux ateliers « santé et corps des femmes », les thèmes des violences faites aux femmes, de leur place en politique, dans les instances de décisions, la parité, ainsi que dans une moindre mesure les inégalités dans le système éducatif sont peu présents et feront l'objet de recherches à venir.

Ainsi, ce colloque est la démonstration que les années soixante-dix sont révélatrices d'un mouvement social important. Plus tard viendra le questionnement des concepts à l'œuvre dans les sciences sociales existantes et dans les sciences exactes. Cet approfondissement répond aux besoins de s'attaquer aux racines de l'oppression des femmes dont le paradigme « femme nature - homme culture » est le plus solidement ancré.

De la femme invisible à la citoyenne scientifique

De ce point de vue, le colloque de 1982 est fondateur : reconnaissance demandée aux pouvoirs publics, démonstration que la recherche sur les femmes est un levier essentiel contre leur oppression, mise en évidence d'une réalité occultée qui devait permettre aux politiques d'égalité de se déployer dans l'avenir. Les retombées immédiates de cette œuvre collective sont la création en 1984 de 4 postes spécialisés en études féministes pour les universités de Paris VII (sociologie), de Rennes (droit social), de Tours (droit) et Toulouse II (histoire). Ces postes, comme celui de Marie-France Brive à Toulouse vont être essentiels



dans le développement des enseignements, des colloques et séminaires assurant la transmission des recherches féministes aux jeunes générations. De son côté le CNRS en partenariat avec le ministère des Droits de la femme finance deux ATP (Actions thématiques programmées) intitulées « Recherches sur les femmes et recherches féministes » de 1984 à 1987, puis de 1986 à 1989, et publiées par le CNRS en 1989 et 1990.

Ces acquis modestes au regard du développement des recherches et études féministes dans de nombreux autres pays, sont pourtant difficiles à préserver tant dans les universités que dans le cadre des restructurations nombreuses de la recherche institutionnelle, fluctuant selon les changements politiques, de ministres, voire de présidents d'université, souffrant de la transformation d'un vrai ministère des Droits de la femme en divers secrétariats d'État. Il n'en reste pas moins que le colloque de 1982 est une date importante pour l'attribution de moyens, la structuration et l'institutionnalisation des recherches féministes.

Dans cette même université toulousaine, en décembre 2012, un colloque de jeunes chercheuses et chercheurs est prévu pour commémorer les 30 ans de cette reconnaissance sans laquelle les femmes et les théories féministes n'auraient pu accéder à la « citoyenneté scientifique à part entière » pour reprendre la belle formule d'Annick Jaulin. ♦

1. Membre du GRIEF en 1979, de l'équipe de recherche interdisciplinaire Simone en 1986 devenue SAGESSE (Savoirs, genre et rapports sociaux de sexe) en 1998 et rattachée au CERTOP en 2007, coresponsable du master 2 professionnel de sociologie « genre et politiques sociales », responsable de la mission Égalité à l'université Toulouse II-Le Mirail de 2003 à 2006, responsable d'ARPEGE (Approches pluridisciplinaires du genre) de 2007 à 2011.
2. Actes du colloque national *Femmes, Féminisme et Recherches*, éd. AFFER, Lyon II, CLEF (Centre lyonnais d'études féministes), novembre 1984, p.14.
3. Parmi les plus connus, le CEFUP-Aix-en-Provence (1972), le GEF-Paris VII (1975), le CLEF-Lyon II (1975), l'IREF-Paris VIII (1976), le GRIEF-Toulouse II (1979), le CRIF-Bordeaux (1982), le séminaire Limites et frontières 1980 (Paris), les groupes Femmes et mathématique ou Femmes et langage à Paris... Les principales revues sont : Pénélope, le *Bulletin d'informations des études féminines*, *La revue d'en face*, *Sorcières*, *Questions féministes*, la *Revue du GRIEF*...
4. *Ibid.*, p. 7.
5. *Ibid.*, Michèle Kail, p. 17.
6. *Ibid.*, Michèle Kail, p. 18.
7. *Ibid.*, Annick Jaulin, p. 26.
8. Jacqueline Martin, « Histoire des enseignements et recherches féministes à l'université de Toulouse II-Le Mirail », dans *Les femmes et l'université dans les pays de la Méditerranée*, Nicky Le Feuvre, Monique Membrado et Annie Rieu (dir.), PUM, Toulouse, p. 249-267.
9. Pour plus de précisions, Jacqueline Martin, « Recherches et études féministes en France : une synthèse des processus institutionnalisés de 1970 à 1990 », *Revue de documentation sur la recherche féministe*, université de Toronto, Canada, vol. 23, 1994, p. 24-28.
10. Dont j'assure la synthèse introductive avec Monique Haicault. Cet atelier reprend l'important travail de réflexion présenté par les chercheuses féministes au congrès de sociologie mondiale de Mexico (août 1982), et publié dans *Le sexe du travail*, PUG, 1984.